

## De Marseille à Hongkong même combat

Le 3 décembre les comités locaux d'Attac des Bouches du Rhône appellent à un rassemblement devant le siège de la délégation de l'Union Européenne à Marseille pour dénoncer les pratiques des négociateurs de l'UE dans les négociations des accords de l'OMC et l'accélération des procédures de libéralisation au sein de l'UE avec notamment le retour de la directive Bolkestein.. Le 8 décembre, la réunion mensuelle d'ATTAC Pays d'Aix est consacrée à la 6ème conférence de l'OMC qui se tiendra du 13 au 18 décembre à Hongkong. Ces actions se situent dans le cadre d'une campagne intitulée « OMC 10 ans ça suffit ! », lancée par 24 organisations en France pour dénoncer l'accélération de la libéralisation des marchés. Sont concernés notamment les marchés des services dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), l'Agriculture et l'Accès aux Marchés Non Agricoles (NAMA). Car si les tentatives d'explication de la révolte des jeunes des banlieues abondent (discriminations sociales, économiques, politiques, racisme, séquelles du colonialisme...), peu de commentateurs insistent sur la continuité des politiques menées à tous les échelons territoriaux. Le libre échange mondialisé transforme en banlieues du monde occidental une grande partie de l'Afrique et de l'Amérique Latine notamment.

La révolte des banlieues, est utilisée également par le pouvoir d'une part pour tenir un discours réformateur et d'autre part pour mettre en place les deux piliers des politiques libérales : le chômage, la précarité, les bas salaires pour faire baisser le coût du

travail et augmenter la rémunération du capital, la répression et la limitation des libertés (lois sécuritaires, répression syndicale, criminalisation de l'activité syndicale et associative, destruction du code du travail) pour faire tenir tranquilles les « classes dangereuses » (salariés du secteur public qui ont encore des droits syndicaux, habitants des banlieues, immigrés et enfants d'immigrés...).

De l'acharnement de JC Gaudin maire de Marseille à casser la résistance à la privatisation des salariés de la RTM, à celui de Pascal LAMY, directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à consacrer la primauté du droit du commerce sur les droits économiques, sociaux et environnementaux, en passant par la privatisation des services publics du gouvernement français et la directive Bolkestein de l'Union européenne il y a une volonté commune de servir les grandes entreprises transnationales au détriment des droits fondamentaux des populations et des services publics qui permettent de les garantir.

C'est donc le rôle d'Attac de mettre en évidence cette continuité des politiques libérales. Et c'est pourquoi Attac Pays d'Aix a adhéré à l'Association « Vivent les Services Publics » et entend participer à une réflexion englobant tous les échelons territoriaux (européen, national et local) et associant élus, usagers et salariés pour combattre les politiques de privatisation et engager les actions pour la défense et le développement des services publics. C'est ainsi que nous avons participé à une manifestation pour le maintien de l'hôpital de Pertuis et que nous constituons un groupe de travail sur les services publics.

En 95 Chirac a fait campagne et gagné la présidentielle sur le thème de la « fracture sociale ». En 2002 Chirac a fait campagne et gagné la présidentielle sur le thème de la sécurité. En 2007 (ou avant) le successeur de Chirac fera campagne sur les thèmes de la fracture sociale et de la sécurité. Mais que le

### Nos rendez-vous

Réunion mensuelle des adhérents et sympathisants  
Au Ligourès, place Romée  
de Villeneuve, Encagnane

**Jeudi 8 décembre à 19h00**  
**OMC : 10 ans ça suffit**  
Avec Anne-Marie Alary et  
Michelle Fourny

**Jeudi 12 janvier à 19h00**  
« Environnement, à propos  
du protocole de Kyoto »

**Jeudi 09 février à 19h00**  
**L'Afrique au secours de  
l'Occident**  
avec Anne Cécile Robert

discours soit réformateur ou répressif la politique est dictée par l'UNICE (patronat européen dirigé par Ernest Antoine Sellière) et par le MEDEF.

Les adversaires de Chirac, malgré des victoires électorales écrasantes (victoire aux législatives en 97, victoire aux régionales et cantonales en 2004) ont été incapables de proposer des politiques alternatives à l'ultralibéralisme de la droite et se sont parfois compromis dans le soutien à ces politiques (lors des sommets européens de Lisbonne et de Barcelone et lors de leur campagne de soutien au projet constitutionnel européen).

Le NON du 29 mai 2005 à la constitution européenne a indiqué clairement la nécessité de rupture avec le libéralisme. Mais les propositions restent à élaborer pour une expression autonome d'Attac. Pour cela il est nécessaire d'élargir la participation des adhérents. C'est un appel que nous vous lançons notamment à venir renforcer et animer les groupes de travail d'Attac Pays d'Aix. D'avance merci.

**Bernard Lagune**

**Assemblée Générale d'Attac France**  
Pour voter, renvoyer les 2 bulletins de vote (sur les résolutions p.9 et sur le texte d'orientations inséré dans le Lignes d'Attac) dans l'enveloppe jointe à l'envoi avant le 6 décembre

## AGENDA

**Mardi 06 décembre à 19h30**

**REACH : Face au lobbying de l'industrie chimique, ce projet de directive européenne va-t-il être sabordé ? avec diaporama**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

**Jeu 08 décembre à 19h00**

**OMC : 10 ans, ça suffit !**  
Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

**Mardi 20 décembre à 19h30**

**Services Publics : La fin? Rentabilité ou Solidarité? avec la participation de militants d'Attac-Guéret (Creuse) et de VSP (Vivent les Services Publics)**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

**Mardi 03 janvier à 19h30**

**" La directive Bolkestein "**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan,

**Jeu 12 janvier à 19h00**

**"Energie: à propos du protocole de Kyoto"**  
Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, Encagnane

**Mardi 17 janvier à 19h30**

**Les missions de l'inspection du travail avec des extraits du documentaire "Dans le secret des inspecteurs du travail assassinés"**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

**Mardi 07 février à 19h30**

**Une autre organisation de la société. Un autre modèle d'organisation du travail. Une utopie? avec le film "Les réquisitions de Marseille" (en 1944)**  
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

**Jeu 09 février à 19h00**

**L'Afrique au secours de l'Occident avec Anne Cécile Robert**  
Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, Encagnane

**Dette / Taxe Tobin** : réunion le lundi 12 décembre à 19h30 chez Raymonde Lagune  
**Contact** : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46 / Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

**Économie solidaire / Cigale** : **contact** : Ernest Hussy 04 42 92 67 15

**Environnement** : mercredi 14 décembre et mercredi 25 janvier 2006 à 20h30 au salon de thé sur la route de Samarkande ; **Contact** : Danielle Puglièse : 04 42 24 16 81

**Femmes, genre et Mondialisation** : **contact** : Claudine Blasco 04 94 78 58 69

**OMC-AGCS** : **contact** : Anne Marie Alary 04 42 95 10 84

**Services Publics** : **contact** : Bernard Lagune 04 42 21 16 68

**ATTAC Jeunes** : réunion les 2ème et 4ème mardis du mois à l'annexe du centre JP Coste ; **contact** : David Cena 06 76 11 72 12

**Les cours d'économie de Renaud Gallimard** : mercredi 16 décembre et 11 janvier à l'annexe du Centre Jean Paul Coste; **contact** : Mirka Sevcikova 04 42 99 38 61

**Attac au Jas** : **contact** : Michelle Fourny 04 42 21 65 45 et Jacques Villar 04 42 27 21 87

**Stand marché Richelme** : **contact** : Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

**Tractage** : **contact** : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

**Responsable fichier adhérents** : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

**Contact presse** : Dany Tressera ( 06 15 09 38 01 )

G R O U P E S D E T R A V A I L

## Compte rendu du Séminaire du 19 novembre 2005 au CREPS

### TROIS POINTS SERONT ABORDÉS

- 1) La situation de discordance qui sévit depuis juin à la direction nationale est considérée par tous comme plutôt « dérangeante ». Compte tenu de l'autonomie des Comités Locaux, elle n'entravera pas forcément à notre niveau notre volonté et nos capacités d'agir au sein d'Attac, mais elle entretient une incertitude sur les orientations nationales qui seront suivies durant les prochains mois. Sur le fond, peu de présents croient véritablement, à un seul conflit de personnes. Certes la forte personnalité de B.Cassen, cheville ouvrière de l'association à sa création, n'est pas faite pour apaiser les désaccords. Mais à lire les différents textes publiés par divers groupes au sein du CA, il semble que des désaccords de fond existent, notamment sur la répartition des pouvoirs au sein de l'association (CA, Collège des Fondateurs, Conseil Scientifique, CNCL, adhérents etc.), qui sont cependant peu « lisibles » pour les adhérents. Malgré les difficultés, tous pensent qu'il faut préserver ce qui fait l'originalité d'Attac : association d'associations, de syndicats et de personnes, venant de familles intellectuelles différentes, ce qui suppose fatalement une direction non homogène, force de propositions, menant des actions symboliques, agissant sur le terrain des idées et non pour la réalisation d'un programme politique immédiat.
- 2) Le texte d'orientation adopté ne pose pas véritablement problème dans son ensemble. On peut simplement regretter que dans l'énoncé des valeurs d'Attac (bas de p.4) , le mot « liberté » ne figure pas aux côtés de ceux de solidarité, égalité, laïcité,

justice, comme si les mots de « libéral, libéralisme » venaient le contaminer et censurer les rédacteurs du texte. Les présents sont plus gênés par la rédaction des votes partiels qui semblent se présenter comme des « conclusions » aux textes d'analyse, mais qui en fait ne le sont pas vraiment. Voter dans ces conditions sur ces votes partiels requerra de tous la plus grande vigilance. Une lettre sera envoyée à l'AG pour faire part de nos hésitations à ce sujet.

- 3) Que faire en attendant au niveau local ? Plusieurs propositions d'action sont évoquées: envisager, malgré leur coût, de distribuer plus de tracts explicatifs dans les quartiers populaires, élaborer un fascicule avec les noms et adresses des différents élus auxquels nous nous adressons, envisager des actions symboliques fortes, envoyer des cartes rappelant à Chirac ses engagements à propos de la directive Bolkestein, s'impliquer dans des collectifs œuvrant pour le logement social (Cedaix), faire connaître nos activités par le biais des journaux fondateurs (Politis).

La séance se termine par un rappel des différentes mobilisations envisagées dans l'immédiat : défense de l'hôpital de Pertuis et des services publics en général, rencontre à la salle du Bois de l'Aune à propos de la question des banlieues, mobilisation pour le service public de transport en commun avec le CL de Gardanne, le 3 décembre, montée en puissance de la campagne sur l'OMC, journée nationale de formation sur la démocratie au 1<sup>er</sup> semestre 2006, première discussion préparatoire à la future AG 2006 d'Attac Pays d'Aix au prochain CA du 21 novembre.

**Christiane Benlian**

# OMC : 10 ans ça suffit !

Après la 2ème guerre mondiale, en 1947, 33 pays invités par les américains créent le GATT (General Agreement on Tariffs and Trades -Accord sur le commerce et les douanes).

Il s'agissait d'organiser le commerce international. Mais le GATT ne s'occupait que de marchandises (textiles exclus).

Il n'avait de prise ni sur les services ni sur la propriété intellectuelle.

En 1994 à Marrakech, la signature de l'Acte final clôturant l'Uruguay Round institue l'Organisation Mondiale du Commerce qui succède ainsi au GATT, et met d'un seul coup sous son emprise tous les domaines de l'activité humaine. L'OMC ouvre ses portes à Genève le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

L'instance de décision suprême de l'OMC est la conférence ministérielle, composée des représentants de tous les pays membres, et qui se réunit tous les deux ans. En 1999, lors de la conférence de Seattle, s'est manifestée une protestation internationale contre la politique de l'OMC. Le mouvement altermondialiste naissait.

La 6<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'OMC se déroulera à Hong-kong du 13 au 18 décembre prochains. Son objectif essentiel : accélérer les processus de libéralisation des marchés dans de nombreux secteurs. Sont ainsi notamment concernés les services dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), l'Agriculture et l'Accès aux Marchés Non Agricoles (NAMA). Ces choix politiques menacent directement les agricultures paysannes, les services publics et les droits des salariés. La généralisation du libre-échange profite avant tout aux firmes transnationales et grève toute entreprise de régulation du commerce international.

Afin que la 6ème conférence ministérielle de l'organisation mondiale du commerce ne débouche pas sur un accord qui consacrerait la primauté du droit du commerce sur les droits économiques, sociaux et environnementaux, 24 organisations syndicales, de la société civile et de solidarité internationale allient leurs forces dans une campagne commune intitulée " OMC : 10 ans, ça suffit !". La campagne débutera le 12 novembre prochain.

Dans un appel commun, nous demandons :

- Un moratoire sur les négociations dans l'attente d'une évaluation objective et transparente des impacts économiques,

sociaux et environnementaux de la

libéralisation commerciale. Une

renégociation du mandat de la

Commission européenne à l'OMC ;

- Le respect systématique du principe de précaution en matière d'environnement, de santé publique et d'alimentation ;
- Le retrait des négociations de l'AGCS de l'eau, la santé, l'éducation, la culture et le logement qui constituent autant de droits fondamentaux
- Le retrait des négociations NAMA des produits issus des ressources naturelles, en particulier des produits du bois et de la pêche ;
- Le droit pour les pays à définir le périmètre de leurs services publics et de les soustraire aux règles de la concurrence ;
- L'interdiction des brevets sur le vivant : plantes, animaux, micro-organismes et gènes ;
- L'accès effectif de l'ensemble de l'humanité aux médicaments contre entre autres le sida, la malaria et la tuberculose ;
- Le droit des pays et des grandes régions à assurer leur souveraineté alimentaire, à protéger leur agriculture paysanne et garantir le droit à l'alimentation de leurs populations ;
- La mise en œuvre de mécanismes de soutien et de régulation des marchés agricoles mondiaux.

Dans le cadre de cette campagne, nous interpellons la Commission Européenne et le gouvernement français soutenons l'organisation de "100 débats sur l'OMC" dans toute la France du 12 au 30 novembre et appelons à une mobilisation générale à l'approche de la conférence de l'OMC. Appel commun et agenda des actions sur [www.omc10anscasuffit.org](http://www.omc10anscasuffit.org)

Organisations participantes à la campagne "OMC : 10 ans ça suffit"

Agir Ici, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Association France Amérique Latine, Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC), Les Amis de la Terre, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Confédération Paysanne, Coordination pour le Contrôle Citoyen de l'OMC (CCOMC), Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Fédération Artisans du Monde, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Greenpeace, Guayapi tropical, Initiative pour un Autre Monde (IPAM), Ligue des Droits de l'Homme, Max Havelaar France, Peuples Solidaires, Plate-Forme pour le Commerce Equitable, Ritimo, Solidarité, Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), Union Syndicale Solidaires, Vive l'Action pour une Mondialisation des Solidarités ! (VAMOS !),

## ATTAC JEUNES :

### motivés !

Le groupe Attac Jeunes a démarré très fort en ce début d'année scolaire puisque nous avons eu 30 personnes dès la première réunion. Ce chiffre est assez remarquable étant donné que notre seul moyen de communiquer là-dessus était l'affichage. La liste des gens que nous informons par e-mail a doublé depuis, grâce au stand que nous tenons tous les jeudis midi sur le parvis de la fac de lettres mais aussi par l'effet du bouche-à-oreille qui semble rester notre meilleur outil de recrutement ! Rien n'aurait été possible sans le Conseil d'Administration d'Attac Pays d'Aix qui a mis à notre disposition le local du centre Jean-Paul Coste, a remboursé généreusement nos frais astronomiques de photocopies, d'impressions, de colle pour les affiches et qui continue à mettre à notre disposition l'énergie des militants d'Attac. Le contact entre nos nouveaux membres et les adhérents de longue date s'est fait très vite grâce aux réunions d'information du Jas-de-Bouffan et du Café Citoyen, dont la qualité et la convivialité ont grandement contribué à démontrer notre crédibilité comme notre efficacité.

L'activité du groupe Jeunes est basée sur un noyau dur d'une vingtaine de militants actifs qui assistent régulièrement aux réunions, tiennent les tables, collent des milliers d'affiches, participent aux actions symboliques, organisent des projections de films et travaillent ensemble dans un esprit de tolérance et d'ouverture d'esprit qui font plaisir à voir ! Nous préparons actuellement des déguisements et des attractions ludiques pour la journée du 3 décembre à Marseille concernant le prochain sommet de l'OMC, en espérant pouvoir réaliser toutes les idées ambitieuses qui ont fusé lors de nos discussions. Notre nombre et la diversité des talents de nos nouveaux membres nous donnent bon espoir d'attirer l'attention sur les idées et les actions relayées par Attac Pays d'Aix en donnant tout son sens au slogan « penser global, agir local ».

David Cena

**Rassemblement à Marseille**  
**Samedi 3 décembre à 11h00**  
 CMCI, 2 rue Henri Barbusse (1<sup>er</sup>)  
 Représentation régionale de la  
 Commission Européenne

# Les quartiers populaires subissent au quotidien la violence du libéralisme

C hômege de masse, logement social en désuétude, logements insalubres, absence de moyens pour l'éducation nationale, régression des services publics, insuffisance des transports en commun, pauvreté, exclusion sociale et ségrégation asphyxient les habitants des quartiers populaires. Malgré les efforts et les actions menées par des élus locaux et les associations qui s'époumonent à lancer des cris d'alarme sur la situation de ces quartiers, les inégalités ne font que s'accroître et la misère économique sociale et culturelle s'est peu à peu enracinée dans les cités. Cette situation est le produit direct des politiques néolibérales menées depuis près de 30 ans.

Les dispositifs de politique de la ville prétendaient réparer les dégâts les plus criants de l'abandon par l'Etat de son rôle régulateur et redistributeur des richesses. Malgré leur caractère pourtant insuffisant, les gouvernements Raffarin-De Villepin n'ont cessé de rogner sur ces dispositifs, supprimant les subventions aux associations, ce qui a entraîné la mort de nombre d'entre elles, liquidant les mesures de prévention au bénéfice du répressif, gelant en 2005 plus de 350 millions d'Euros destinés aux banlieues, mettant fin aux emplois jeunes sans solution alternative, diminuant de 10% ses apports pour le logement social. Mais cette politique n'est pas une "erreur" tactique. Elle est l'expression, en France, des politiques libérales menées aussi au plan européen et international. Se généralisent délocalisation des entreprises, dérégulation du droit du travail, mise en concurrence accrue des travailleurs du sud et du nord, diminution des recettes de l'Etat (toujours moins d'impôt pour les plus favorisés). Les plus précaires, les moins "adaptables au système" sont touchés les premiers et le plus violemment. Ce sont eux qui peuplent les quartiers

populaires des banlieues. Parmi ceux-ci, les jeunes, français ou non, nés de parents immigrés, subissent de surcroît une exclusion et des vexations liées à la couleur de leur peau, à l'origine de leur nom. Une génération entière est privée d'espoir et de perspectives de vie, l'école n'étant même plus en mesure de remplir son rôle. Leur désespérance s'exprime aujourd'hui de la manière la plus brutale, d'autant qu'elle a été exacerbée par les propos d'un ministre de l'Intérieur répressif qui cherche à capter les voix de l'extrême droite pour les futures élections présidentielles. La stratégie politicienne de Nicolas Sarkozy, qui consiste notamment à jouer sur la peur, est celle d'un libéral convaincu.

Les quartiers populaires présentent aujourd'hui le visage d'un laboratoire du libéralisme sauvage que l'on retrouve sur d'autres territoires de la planète. Alors que les profits boursiers et la spéculation financière ne cessent d'augmenter, que les paradis fiscaux prospèrent, la pauvreté s'installe dans les pays les plus riches et ce de façon organisée et délibérée. Les discussions de l'OMC prévoient, lors du sommet de Hong Kong qui se tiendra en décembre 2005, de continuer à organiser et amplifier les bénéfices des multinationales. Au plan européen, la directive Bolkestein, réactivée, sera à l'ordre du jour le 22 novembre. C'est l'ensemble des citoyens, salariés ou chômeurs, français ou immigrés, qui doivent s'engager massivement dans la déconstruction de l'idéologie néolibérale. Attac appelle les associations d'éducation populaire, celles qui sont impliquées dans les quartiers, les banlieues et les zones rurales, tous les citoyens et citoyennes, à participer à toutes les initiatives contre l'OMC, contre la directive Bolkestein, pour le développement des services publics qui auront lieu en novembre et

en décembre. Elle appelle ses adhérents, les comités locaux, à poursuivre le travail engagé pour ouvrir les rangs de l'association aux catégories populaires.

Victimes de la violence du libéralisme, les quartiers populaires souffrent aussi d'une violence menée par une partie de la jeunesse, qui s'apparente parfois à des actes d'autodestruction. Cette double violence accroît le risque de développement des politiques sécuritaires et répressives, de division des habitants et de remontée des idées portées par le Front National. Les mesures annoncées le 7 novembre par le Premier ministre se situent quasi exclusivement dans cette perspective. Jeunes et habitants des quartiers, salariés ou chômeurs, retraités ou actifs : nous avons pour tâche d'organiser ensemble nos ripostes et nos résistances face à l'adversaire commun qui pille nos richesses et défait les solidarités. Il s'agit bien d'un combat politique dans lequel il appartient à chacun de prendre sa part et ses responsabilités afin que les quartiers populaires ne soient livrés ni à la violence, ni à la répression, ni à la misère, ni aux mouvements religieux. La situation des quartiers populaires est une affaire de solidarité et de citoyenneté. La résolution du problème passe évidemment par l'arrêt des discriminations et par l'accès à l'emploi. C'est la priorité numéro un. Seul un changement radical de politique pourrait répondre aux aspirations des catégories populaires et des jeunes plongés dans le désarroi. Rien ne pourra être fondamentalement résolu sans remise en cause de la dictature des marchés. A nous tous de porter et de promouvoir ces alternatives. Pour que l'espoir d'une transformation sociale radicale ouvre des perspectives de vie à chacun et à chacune.

**Le bureau d'Attac France**